

IRAN – Libération immédiate des syndicalistes et prisonnier-es d'opinion !

Union syndicale Solidaires

Une multitude de condamnation

Djafar AZIMZADEH, militant ouvrier et secrétaire du conseil d'administration de « l'Union Libre des travailleurs d'Iran » a été condamné à plusieurs reprises du fait de ses activités syndicales. En prison, il a entamé des grèves de la faim, dont une de 62 jours, en 2016, qui a failli lui coûter la vie.

Récemment condamné à 6 ans de prison, il a été informé, le 18 mars 2020, de sa libération. Malgré tout, le service des renseignements des « Gardiens de la Révolution » a décidé, sans motif, de transférer Djafar AZIMZADEH dans la prison Redjaei Shahr, située dans la commune de Karadj, à l'ouest de Téhéran, en cellule isolée. Son état de santé est affaibli du fait de ses nombreuses grèves de la faim, et l'on a appris qu'il avait attrapé la COVID-19.

Djafar AZIMZADEH a décidé d'entamer une grève de la faim de 21 jours, durant laquelle il n'a eu aucun contact avec ses proches. Il a décidé de l'arrêter suite à la promesse de la direction de le transférer et de le sortir de l'isolement.

Tout comme **Esmail ABDI et Mohammad HABIBI**, enseignants, ainsi que d'autres prisonniers politiques, il est maintenu en détention dans des conditions extrêmement rudes.

Le 25 septembre, trois membres de l'Association des écrivains iraniens (IWA) – **BAKTASH Abtin, Reza KHANDAN et Keyvan BAJAN** – ont été condamnés et emprisonnés (à 5 et 3 ans). Il leur est reproché, leurs activités au sein de l'association, ainsi que l'organisation d'une cérémonie en hommage au poète iranien Ahmad SHAMLOU, mort en 2000.

Nasrin SOTOUDEH, l'avocate et militante des droits de l'Homme, condamnée à douze ans de prison pour avoir défendu une jeune iranienne opposée au port du voile, a également entamé une grève de la faim de 40 jours le 11 août 2020. Elle entend ainsi protester contre ses conditions carcérales. Son état de santé s'étant dégradé elle a été transférée en soins intensifs le 19 septembre dans un hôpital de Téhéran. Le 24 septembre 2020, elle a été renvoyée à la prison d'Evin (Téhéran), malgré son état de santé.

Des conditions d'incarcération intolérables

Les conditions carcérales dans les prisons iraniennes, réputées pour être surpeuplées, insalubres, et ne permettant pas aux détenus d'accéder aux soins de santé, sont un terreau fertile pour la COVID. Un rapport accablant publié en juillet 2020 par Amnesty International révèle que l'État iranien ignore la crise liée au COVID-19 dans les prisons. Dans ce cadre, les détenus atteints n'ont pu être traités, les prisons n'étant pas équipées pour faire face à cette épidémie et protéger les détenus.

Nous demandons la libération, et sans conditions de Nasrin SOTOUDEH, Djafar AZIMZADEH, Esmail ABDI, Mohammad HABIBI ainsi que de toutes et tous les prisonnier-es d'opinion, syndicalistes, et écrivain-es.